

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26 000 Valence

Valence, le 9 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DECAYEUX Luxe**

101 rue Alfred Nobel  
26 500 Bourg-Lès-Valence

Références : 20260309-RAP-DAEN0306  
Code AIOT : 0006102522

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement DECAYEUX Luxe implanté 101 rue Alfred Nobel, 26 500 Bourg-lès-Valence. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du jour s'est déroulée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DECAYEUX Luxe
- 101 rue Alfred Nobel, 26 500 Bourg-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102522
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société DECAYEUX LUXE PDM basée sur la commune de BOURG-LES-VALENCE est une filiale de la société DECAYEUX STI Groupe qui possède 4 sites de production en France.

L'activité consiste à préparer et traiter des pièces (vis, clous, rivets, boucles, etc) destinées exclusivement à la fabrication des articles de luxe (maroquinerie, bagages, lingerie).

Le site de Bourg-Lès-Valence emploie 14 personnes qui travaillent en équipe de 2 x 8.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- REACH
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
7	Dispositif de détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > I.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 30/06/2022, article R.511-9 et ses annexes	Sans objet
2	Substances et produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	Sans objet
3	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Sans objet
4	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 > I. II.	Sans objet
6	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 > III.	Sans objet
8	Liste des détecteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > III.	Sans objet
9	Stockage et rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Rétentions et bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III.	Sans objet
11	Ouvrages de prélèvements	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26	Sans objet
12	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	Sans objet
13	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4- I et II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'attache à respecter la réglementation qui s'applique. La visite du jour a mis en évidence une non-conformité relative au dispositif de détection incendie dont le déploiement est attendu au cours de l'année 2026.

Si le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport actualise la situation administrative, un porté à connaissance permettant de rédiger un arrêté cadre est attendu sous 12 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/06/2022, article R.511-9 et ses annexes			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Classement des installations du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), défini dans l'arrêté préfectoral n°10-0817 du 2 mars 2010 :			
Rubrique	Régime	Activité	Volume autorisé
2565.2-a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 l.	25 310 l
1111.2-b	D	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations). telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 20 t.	500 kg
2565.4	D	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564. Vibro-abrasion, le volume total des cuves de travail étant supérieur à 200 l	260 l
1131.2-c	D	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations). telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. Substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	3,8 t
<sup>(x)</sup> A : Autorisation ; D : Déclaration.			

**Constats :**

La situation administrative définie dans l'arrêté préfectoral n°10-0817 du 2 mars 2010 n'est plus à jour avec notamment les rubriques 1111 et 1131 qui ont été abrogées et remplacées par les rubriques 4xxx.

En séance, l'exploitant a présenté une mise à jour de sa situation administrative ainsi que le positionnement du site vis-à-vis de la réglementation dite « SEVESO » avec notamment la mise en œuvre de la règle de cumuls démontrant que le site n'est pas concerné par celle-ci.

La situation administrative définie ci-dessous donne lieu au projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

Rubrique	Régime	Activité	Volume autorisé
2565.1-b	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. Lorsqu'il y a mise en œuvre de cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	2850 litres
2565.2-a	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 1 500 l	16 255 litres
2565.4	DC	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. Vibro-abrasion, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	300 litres
4110.2-a	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg.	3 000 kg

Rubrique	Régime	Activité	Volume autorisé
4120.2	D	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	2,75 tonnes
(x) A : Autorisation ; E : Enregistrement ; DC : Déclaration avec Contrôles périodiques ; D : Déclaration.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

## N° 2 : Substances et produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Règlement REACH
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique utiliser la plateforme C-REACH pour centraliser les fiches de données de sécurité (FDS) des substances et mélanges présents sur le site.</p> <p>En plus d'un fichier papier disponible au niveau de l'atelier, tous les postes informatiques, connectés au réseau de l'entreprise, permettent d'accéder aux FDS.</p> <p>À chaque commande, l'exploitant reçoit la dernière version de la FDS du fournisseur.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a vérifié les FDS des produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>PRESOL 1076, produit par MAC DERMID ENTHONE, dont la dernière révision date du 29 novembre 2024 ;</li> <li>PICKLANE 33, produit par MAC DERMID ENTHONE, dont la dernière révision date du 16 novembre 2024.</li> </ul> <p>Les deux fiches sont conformes à la réglementation européenne.</p> <p>Au cours de la visite, l'inspection a pu constater que les préconisations de manipulation et de stockage indiquées sur les FDS sont bien mises en œuvre sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. À défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b>  L'atelier de traitement de surface est sur rétention. Les bains cyanurés et acides étant sur des compartiments de rétention bien distincts. Les bains nécessitant d'être chauffés sont réalisées dans des cuves à double peaux. À l'extérieur, l'aire de dépotage des produits possède un revêtement résiné. Une procédure, affichée au niveau de cette aire, définit clairement les étapes nécessaires au dépotage des produits, y compris la fermeture d'une vanne guillotine permettant d'isoler le quai de déchargement et de prévenir tout écoulement dans le réseau d'eaux pluviales. La vanne guillotine a été testée le jour de la visite et n'a rencontré aucun problème de fonctionnement.  Le local de la station de traitement des eaux est, lui aussi, intégralement sur rétention. Trois puisards permettant, si besoin, l'installation de pompe vide-cave sont présents dans ce local et deux d'entre eux sont munis d'un dispositif de détection de fuite.  Il n'y a pas de stockage à l'air libre sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 4 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Il existe une procédure incendie sur le site. Elle accessible au niveau de l'atelier et on y retrouve toutes les instructions à suivre en cas d'incendie ainsi qu'une clé USB sur laquelle on retrouve les FDS, les clés permettant d'accéder aux compteurs et le plan de stockage. L'exploitant indique qu'à la demande des services d'incendie et de secours, deux exercices (un pour le feu, l'autre pour une fuite de produit chimique) ont été réalisés. Un plan ETARE a ainsi pu être établi. Des formations incendie ont aussi été réalisés par ce même service auprès des employés du site.  Au cours de la visite, l'inspection a pu constater la présence effective d'extincteurs, qui ont été vérifiés en septembre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 > I. II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.
<b>Constats :</b>  La société APAVE est intervenue du 26 au 28 février 2025 pour réaliser la vérification périodique des installations électriques. Dans son compte rendu du 17 mars 2025, aucune observation n'est relevée et, bien qu'une coupure totale n'ait pas été autorisée par l'exploitant, le compte rendu conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.  <b>Demande n° 1 : En concertation avec son prestataire, l'exploitant prévoit une coupure totale lors de la prochaine vérification périodique des installations électriques.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le contrôle des installations électriques prévu au 17 – II du point de contrôle précédent est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  La société APAVE est intervenue sur le site le 28 octobre 2025 pour réaliser le contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge réalisé conformément au référentiel APSAD D19. Le compte rendu établi le 28 octobre 2025 fait état d'une anomalie concernant un interrupteur différentiel. Ce dernier a été remplacé le 31 octobre 2025. Le compte rendu conclut malgré tout que « le risque d'incendie est faible, en l'absence d'anomalie ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Dispositif de détection automatique d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de détection automatique d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins <ul style="list-style-type: none"><li>– dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;</li><li>– dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;</li></ul> Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.  Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que l'installation d'un dispositif de détection automatique d'incendie est un projet en cours qui a été mis au budget des investissements de l'année 2026. Il n'y a pas de local de liquides inflammables sur le site. Il est prévu que ce dispositif couvre l'atelier de traitement de surface et que des sondes permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration soient mises en place. La consultation des prestataires est en cours de réalisation.  <b>Non-conformité n° 1 : le site n'est pas muni d'un dispositif de détection automatique d'incendie.</b>  L'exploitant s'assurera que cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 6 mois, l'exploitant fait parvenir un devis signé et un échéancier de travaux concernant l'installation d'un dispositif de détection automatique d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Liste des détecteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des détecteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le dispositif de détection automatique d'incendie n'étant pas encore installé, la prescription est présentée à l'exploitant pour information et mise en place des éléments attendus réglementairement dès la fin des travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Stockage et rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage et rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>– 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>– dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li></ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Au cours de la visite, l'inspection a constaté que tous les liquides susceptibles de créer une pollution sont bien sous des rétentions conformes aux attentes réglementaires que ce soit au niveau de l'atelier de traitement de surface ou dans les différents locaux de stockages des produits chimiques.</p> <p>Il n'y a pas de produit stocké à l'air libre sur le site.</p> <p>Aucune dégradation des sols remettant en cause leur étanchéité n'a été constatée au cours de la visite du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Rétentions et bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et bassin de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.  Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.
<b>Constats :</b>  La cour extérieure permet de créer un bassin de rétention des eaux d'incendie de 190 m <sup>3</sup> . La procédure incendie évoquée au point de contrôle n° 4 établit les tâches à réaliser parmi lesquelles la fermeture du clapet permettant de confiner les eaux dans la cour. Pour se faire un pied de biche est disponible pour lever la grille d'évacuation des eaux pluviales et le clapet se ferme ensuite manuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Ouvrages de prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Le système de disconnexion équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée peut être vérifié régulièrement et entretenu.  Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 de code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Le site est équipé d'un forage qui alimente les eaux de process. Le compteur est bien muni d'un dispositif totalisateur qui est relevé mensuellement. Le prélèvement est réalisé dans la masse d'eau dénommée « Alluvions anciennes des basses terrasses entre la confluence de l'Isère et de la Drôme » dont le code SANDRE est 521AF00. Au cours de l'année 2025, 2 385 m <sup>3</sup> d'eau souterraine ont été prélevés. L'eau du réseau public n'est utilisée que pour les besoins sanitaires. Ce prélèvement s'élève à 137 m <sup>3</sup> pour l'année 2025.  Un dispositif de disconnexion est bien en place sur le site. Il a été vérifié par la société APAVE le 8 avril 2025.  Aucun prélèvement en cours d'eau n'est réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 12 : Surveillance des émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.
<b>Constats :</b>  La société DEKRA a réalisé un contrôle des concentrations des polluants susceptibles d'être émis dans les effluents atmosphériques le 4 février 2025. Le compte rendu, édité le 4 mars 2025, est sans observation, les rejets, tant acide que basique, étant conformes aux valeurs limites d'émission.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Déclaration GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4- I et II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GEREP
<b>Prescription contrôlée :</b>  I – L’exploitant d’un établissement visé à l’annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>– les volumes d’eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d’un réseau d’adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;</li><li>– les volumes d’eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l’exploitant déclare au moins une émission dans l’eau au titre du premier tiret du présent article ;</li></ul> II – L’exploitant d’un établissement visé à l’annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : <ul style="list-style-type: none"><li>– les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l’établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</li></ul> L’exploitant d’un établissement visé à l’annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : <ul style="list-style-type: none"><li>– les quantités de déchets non dangereux générés par l’établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</li></ul> Cette déclaration comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>– la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l’annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</li><li>– la quantité par nature du déchet ;</li><li>– le nom et l’adresse de l’entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</li><li>– le mode de valorisation ou d’élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l’annexe IV.</li></ul>
<b>Constats :</b>  La déclaration GEREP a bien été réalisée par l’exploitant. On y retrouve : <ul style="list-style-type: none"><li>• la quantité d’eau prélevée, 2 522 m<sup>3</sup> au total comme indiqué au point de contrôle n°11 ;</li><li>• la quantité de déchets sortants, 22,302 tonnes de déchets dangereux, la majorité étant des boues contenant des substances dangereuses provenant du traitement des eaux usées industrielles à hauteur de 19,24 tonnes ;</li><li>• la synthèse des émissions de procédés.</li></ul> La déclaration a été validée par l’inspection suite à la visite sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite